

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

UNE EXPOSITION PROPOSÉE PAR



BÂ TISS EUR

Lieux de vérité, de sentence et d'enfermement, les bâtiments relevant du ministère de la Justice, judiciaires ou pénitentiaires, incarnent ces notions dans leur architecture, intérieure ou extérieure.

La conception architecturale de ces bâtiments a évolué au gré des aspirations de la cité et des politiques publiques mises en œuvre par son gouvernement. Depuis l'élévation des édifices judiciaires ou pénitentiaires que nous connaissons dans leur forme actuelle, au tournant de la Révolution française, cette architecture a su intégrer des influences de style, d'aspirations sociétales et humanistes, ou encore liées à l'impérieuse nécessité environnementale. Ces lieux restent néanmoins dépositaires d'une histoire politique séculaire, celle de l'incarnation d'un État de droit.

Cette exposition a été réalisée par les services du ministère de la Justice grâce à des archives photographiques ou des contributions d'architectes. Introduite par une chronologie, l'exposition met en lumière une histoire architecturale à la fois classique et moderne, mais toujours en perpétuel mouvement d'un **ministère bâtisseur**.

La justice est rendue en plein air au début du Moyen Âge



La galerie Saint-Louis dans les locaux de la Cour de cassation rappelle qu'avant les édifices judiciaires, la justice était le plus souvent rendue en plein air.

L'immobilier judiciaire et pénitentiaire

BÂTISSEUR

L'Ancien Régime et la nécessité d'édifier des lieux de justice et d'enfermement

XI^e siècle

Apparition des Prévôtés, juridictions de premier degré de la Justice royale.

XII^e siècle

Développement de nouveaux bâtiments judiciaires comme les auditoires, maisons de plaids, halles judiciaires, cohues.

1250

Création du premier Parlement à Paris, successeur de la Curia Regis.

XV^e siècle

Transformation progressive de Conseils souverains et des Cours de justice provinciales en Parlement.



Palais de Justice de Rouen

1551

Création de 60 Présidiaux, tribunaux de justice de l'Ancien Régime par Henry II.

1656

Édit établissant l'hôpital général à Paris, destiné à enfermer certaines populations. Une trentaine d'hôpitaux généraux sont créés en France.

1670

Apparition de nouveaux types d'établissements pénitentiaires, destinés à accueillir des personnes pour de courtes durées, par lettre du Roi. Les plus connus sont la Bastille, Vincennes, le château d'If ou Belle-Île-en-Mer.

L'édification du temple de la Loi à compter de la Révolution française

1790

Loi des 16-24 août sur l'organisation judiciaire
Un programme de construction de 29 cours d'appel et 500 tribunaux de première instance s'engage.

1791

Création des maisons d'arrêt auprès des tribunaux.

1795

Établissement du Conseil des bâtiments civils qui sera à l'origine d'une pratique encadrée de l'architecture des bâtiments publics.

1804

Ouverture de la première maison centrale à Embrun (Hautes-Alpes).

1808

Décret portant création d'une maison centrale de détention par arrondissement.

XIX^e siècle

Ce siècle est caractérisé par une grande homogénéisation des équipements publics. Situés au cœur des villes, les nouveaux palais de Justice se distinguent par leur entrée surélevée et leur péristyle à colonnes, surmonté d'un fronton triangulaire. Les magistrats exercent la justice sur une estrade surélevée dans des salles d'audience.

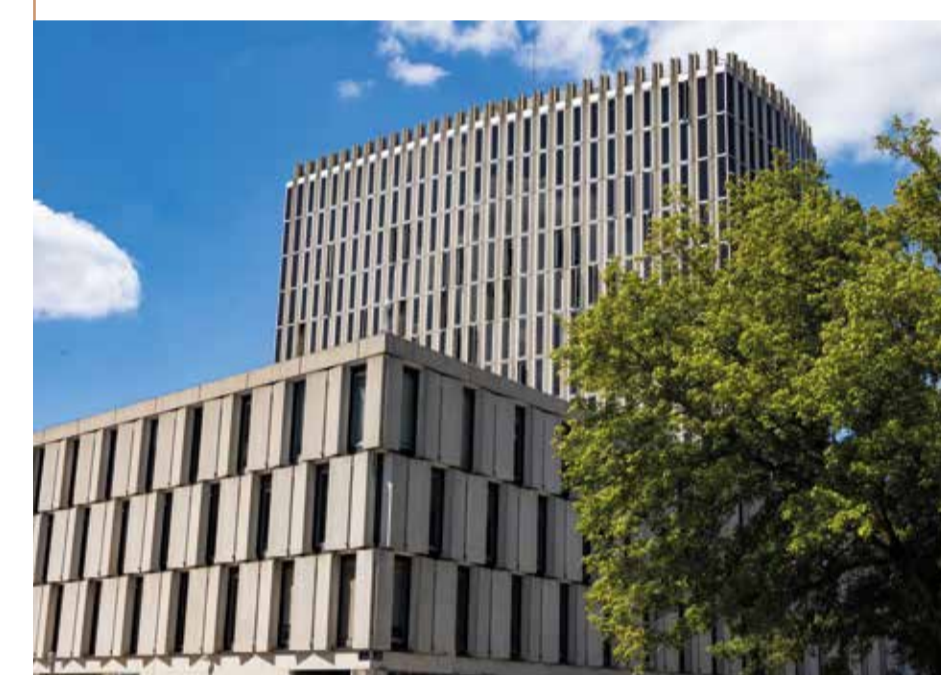


Palais de Justice d'Orléans

Une décelération du rythme de construction des palais de Justice lors de la première moitié du XX^e siècle

Les bâtiments de cette période conservent une symbolique assez proche des palais de Justice du XIX^e, adaptée à l'architecture de l'époque (Art déco notamment).

L'avènement des cités judiciaires à partir de la fin des années 60 et le lancement du premier plan d'ampleur de rénovation des bâtiments pénitentiaires



Palais de Justice de Lille

1958

Révision de la carte judiciaire conduisant à de nouvelles constructions, sous forme notamment de cités judiciaires dont le souci de fonctionnalité devient prégnant. Les immenses salles des pas perdus disparaissent au profit de halls d'accueil destinés à orienter les citoyens entre les différents services.

1968

Ouverture de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis dans le département de l'Essonne, le plus grand centre pénitentiaire d'Europe.

1987

Programme de construction de 25 établissements pénitentiaires neufs, appelé « Programme immobilier 13000 ».

La recherche d'une nouvelle symbolique judiciaire à partir des années 90 et de nouveaux programmes immobiliers pénitentiaires

1993-2002

Lancement d'un important programme immobilier judiciaire impliquant la conduite de 25 concours architecturaux.

1995-2002

Programme immobilier d'environ 17 000 nouvelles places en prison.

2002

Création d'un secrétariat d'État aux « programmes immobiliers de la Justice » et lancement d'un programme immobilier de 13 200 nouvelles places de prison.

2014

Fermeture jusqu'en 2019 pour rénovation complète de la maison d'arrêt de la santé à Paris, 147 ans après son ouverture.

2018

Mise en service du tribunal judiciaire de Paris, prouesse architecturale et urbaine.

23 mars 2019

Loi de programmation et de réforme pour la justice, création des tribunaux judiciaires accompagnée d'un programme immobilier judiciaire, et inscription d'une programmation pénitentiaire de 15 000 nouvelles places en prison.

21 avril 2021

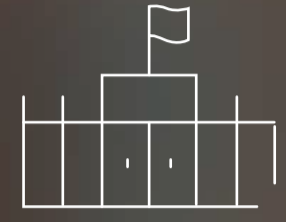
Annonce par le Premier ministre et le garde des Sceaux, ministre de la Justice, des sites retenus pour la seconde phase du programme des 15 000 places de prison.

Printemps 2023

Projet de loi d'orientation et de programmation prévoyant 11 milliards d'euros pour le budget de la justice à horizon 2027. Le budget de l'investissement immobilier atteint un sommet historique.

180

établissements pénitentiaires

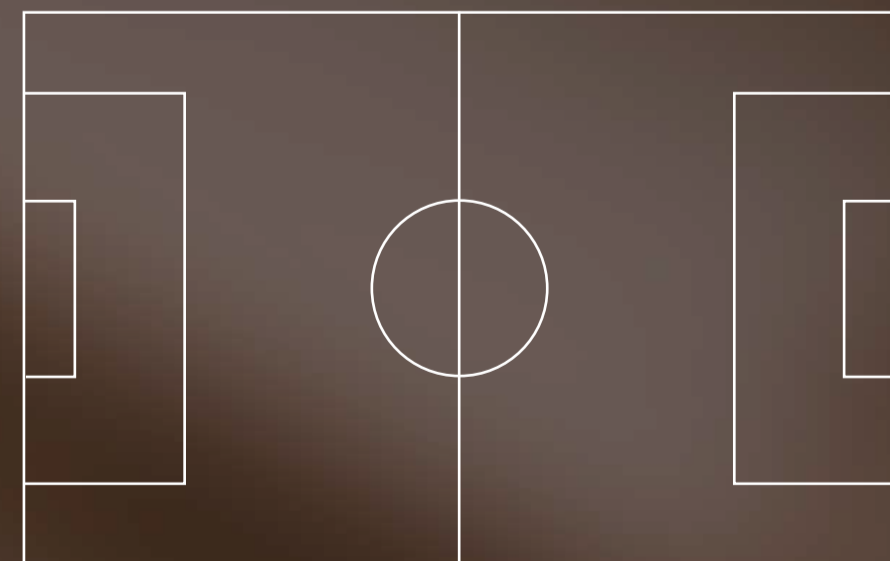


prenant en charge environ
80 000 personnes

- 79 maisons d'arrêt
- 54 centres pénitentiaires
- 39 établissements pour peine
- 8 autres

6 millions de m²

de surface au plancher



soit l'équivalent de

560 terrains de football

près de
700
juridictions



211
Conseils des prud'hommes

164
Tribunaux judiciaires

134
Tribunaux de commerce

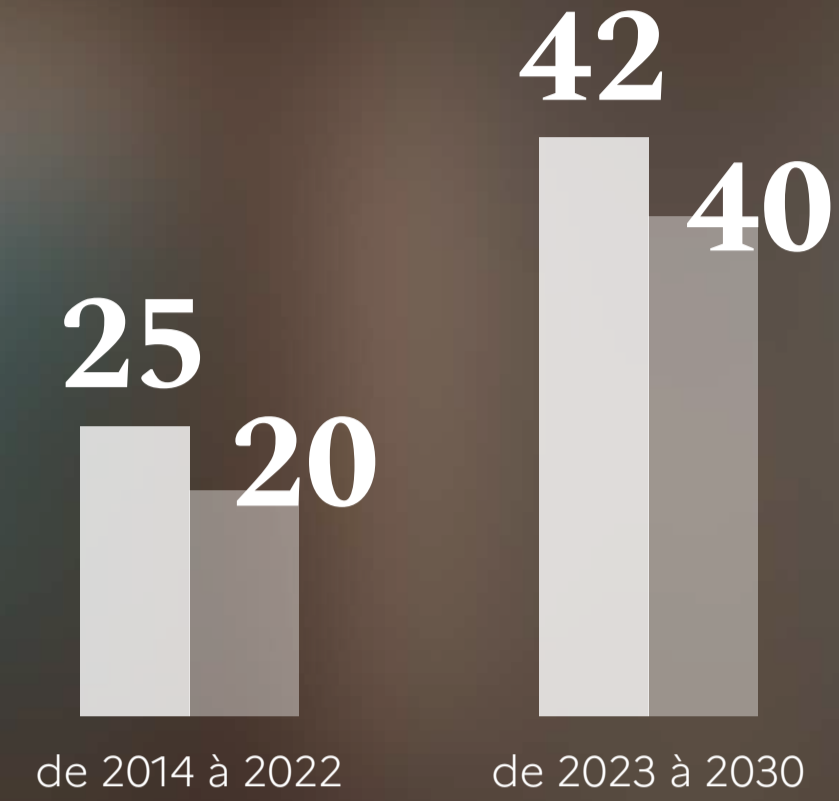
125
Tribunaux de proximité

36
Cours d'appel

5
Tribunaux du travail

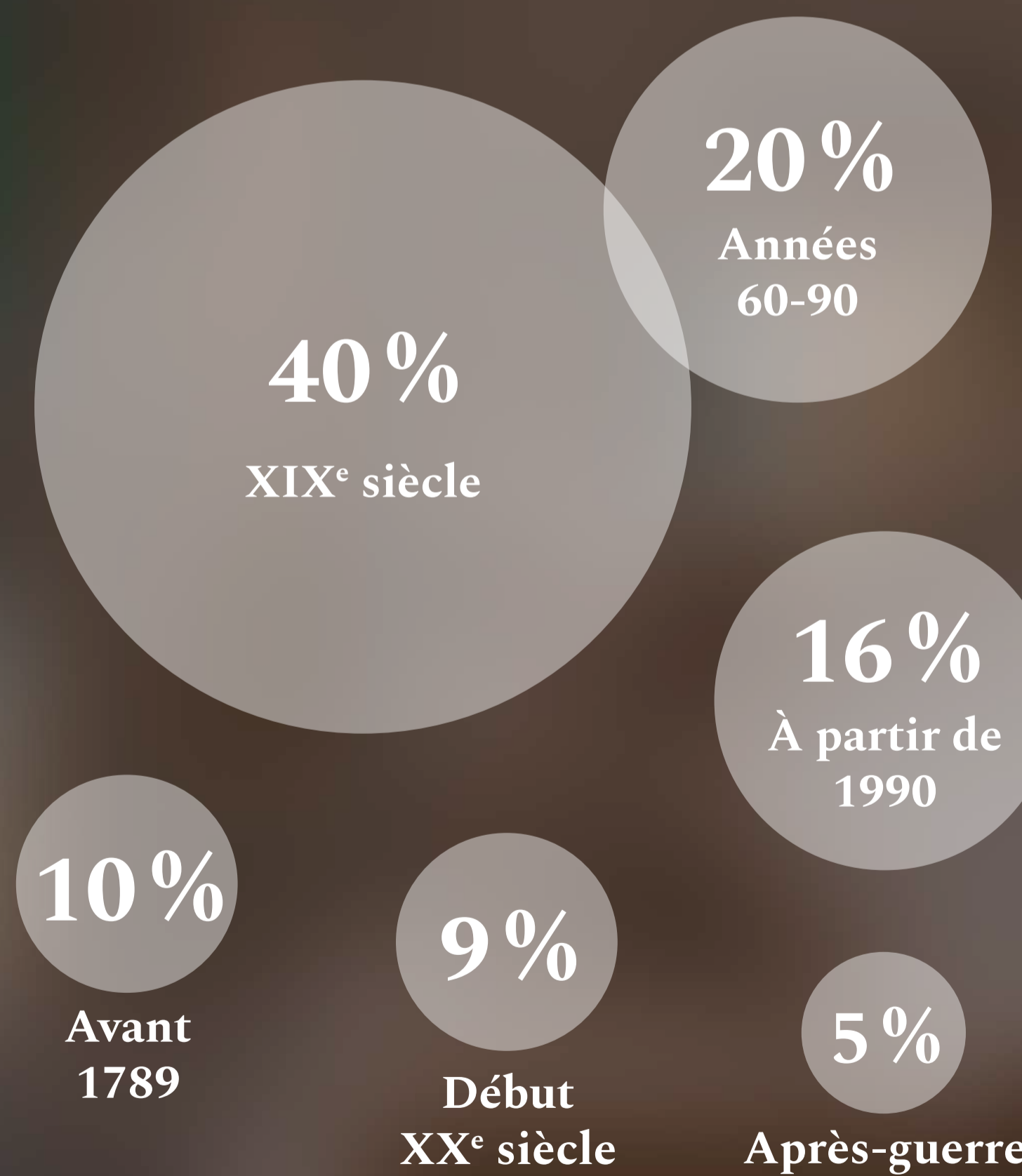
1
Cour de cassation

UNE LIVRAISON DE BÂTIMENTS EN VITESSE DE CROISIÈRE



■ judiciaire
■ pénitentiaire

UN PARC JUDICIAIRE MÊLANT DES BÂTIMENTS SÉCULAIRES ET RÉCENTS



BÂ
TISS
EUR

UNE PARTICIPATION ACTIVE À L'IMPÉRATIF DE RÉDUCTION DE L'EMPREINTE ÉNERGÉTIQUE

196

opérations immobilières de rénovation thermique dans le cadre du plan de relance européen

395

opérations visant à atteindre un objectif de sobriété énergétique depuis 2021

Un objectif affiché de développement des énergies renouvelables

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

Centre pénitentiaire de Marseille

Capacité d'accueil

750 personnes détenues en 2023
Environ 1500 personnes détenues à la fin
des travaux actuels d'extension (2025)

Architectes

Conception initiale (1931)
Gaston Castel

Première extension (2016)
**Archi5 Prod en groupement avec
Vinci construction France**

Réhabilitation bâtiment historique (2025)
Groupe-6 architectes et WTF/A

Constructeurs

Première extension (2016)
Vinci construction France

Réhabilitation bâtiment historique (2025)
Eiffage Construction Sud-Est

La démolition-extension de la prison des Baumettes, à flanc de parc national des Calanques à Marseille, constitue une réelle prouesse technique et architecturale. Sa réhabilitation complète, qui s'achèvera en 2027, fera d'elle le troisième plus grand établissement pénitentiaire de France après Fleury-Mérogis et Fresnes.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

Centre pénitentiaire de Paris-La Santé

Capacité d'accueil

708 places en maison d'arrêt
100 places en quartier de semi-liberté

Architectes

Conception initiale (1867)
Émile Vaudremer

Maîtrise d'œuvre
Réhabilitation (2018)
Contrat de partenariat public-privé
Vurpas Architectes, AIA Architectes
et AIA Studio Paysages

Constructeur

Bateg

Par cette réhabilitation d'envergure, le ministère de la Justice a pu conserver la valeur architecturale et patrimoniale de ce bâtiment du XIX^e siècle, tout en requalifiant les conditions de travail de son personnel et d'accueil des personnes détenues. Le centre pénitentiaire de Paris-La Santé est le dernier établissement parisien en service.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

Centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach

Capacité d'accueil

520 personnes détenues

Architecte

SCAU

Constructeur

Léon Grosse
Bâtiment livré en 2021

Le centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach constitue le premier établissement d'une nouvelle ère de programmation pénitentiaire. Conçu comme une véritable ville en enceinte, le plan imaginé par l'Agence SCAU contribue à la démarche de « réinsertion active » mise en œuvre au sein de l'établissement. La séparation des flux, l'adaptation des espaces aux profils des personnes détenues, et le traitement qualitatif des espaces intérieurs sont ainsi pensés au bénéfice des détenus comme du personnel.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

Structure d'accompagnement vers la sortie de Valence

Capacité d'accueil

120 personnes détenues

Architecte

Architecturestudio

Constructeur

Léon Grosse
Bâtiment livré en 2023

Établissements d'un nouveau type introduits par le programme 15 000 places en 2018, les structures d'accompagnement vers la sortie (SAS) se fixent l'objectif de maximiser des chances de réinsertion de personnes qui y sont détenues. La place accordée aux espaces communs et à la plateforme de préparation à la sortie, ainsi que le soin porté aux cours de promenade, aux circulations et aux zones d'hébergement, s'inscrivent dans ces codes pénitentiaires revisités, tournés vers la responsabilisation et l'autonomisation des personnes détenues.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

InSERRE Arras

Capacité d'accueil

180 personnes détenues
à l'issue des travaux en 2025

Architecte

A26 Architecture

Constructeur

Rabot-Dutilleul

Le programme InSERRE est une innovation majeure qui vise à développer des prisons de type nouveau et à caractère expérimental, reposant entièrement sur l'accomplissement d'une activité d'insertion sociale. Celle-ci est alors intégralement conçue comme un espace d'apprentissage, au sein duquel 100 % des personnes détenues se forment et travaillent toute la journée. Chaque personne détenue construit son projet professionnel, prépare activement sa sortie et gagne en autonomie en se voyant confier des tâches ou des responsabilités au sein de la structure et en préparant progressivement les démarches liées à sa sortie de prison. L'établissement d'Arras sera le premier de ce genre.



MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
BÂTISSEUR

Palais de Justice de Bobigny

Chiffres clés

- Environ 20000 m² de surface de plancher pour l'extension neuve
- 595 postes de travail
- 6 salles d'audience publique
- 44 salles d'audience de cabinet

Architecte

PCA - STREAM

Le projet affiche une symbolique architecturale forte qui incarne l'autorité judiciaire par une réinterprétation des codes classiques dans un langage contemporain. Inscrit dans le cadre du plan « l'État plus fort en Seine-Saint-Denis », destiné à renforcer la puissance publique dans le département le plus pauvre de France métropolitaine, le projet va conduire à un doublement de la surface du tribunal judiciaire de Bobigny, deuxième juridiction de France.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

Palais de Justice de Caen

Chiffres clés

- Environ 9000 m² de surface de plancher
- Environ 170 postes de travail
- 6 salles d'audience publique
- 7 salles d'audience de cabinet

Mis en service en 2015

Architectes

Mandataire
Baumschlager Eberle

Associé
Atelier d'architecture Pierre Champenois

Constructeur

SOGEA Nord-Ouest

La mise en service du nouveau palais de Justice de Caen, sur la presqu'île, ouvre un nouveau pan de l'histoire de ce lieu longtemps resté industriel. Le nouveau bâtiment conjugue symbolique architecturale forte et transparence, évocation d'une justice stable et proche des citoyens, tout en soignant sa performance énergétique.

Palais de Justice de Nancy

Chiffres clés

- Environ 18 000 m² de surface de plancher
 - Plus de 400 postes de travail
 - 10 salles d'audience publique
 - 23 salles d'audience de cabinet
- Mise en service prévue en 2027

Architectes

Mandataire
Kaan Architecten
Kaan Architecteen France

Située sur le site de l'ancienne usine d'Alstom au nord-est de la ville historique de Nancy, à 30 minutes à pied de la gare et à 15 minutes de la place Stanislas, la nouvelle cité judiciaire marque la première étape de la mutation du quartier Rives de Meurthe, d'un passé industriel à un quartier écologique en devenir. Le nouveau bâtiment abritant la future cité judiciaire s'organisera en deux volumes : un bâtiment socle sur deux niveaux pour les espaces publics, surmonté d'un bloc accueillant les espaces tertiaires.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

Tribunal judiciaire de Paris

Chiffres clés

- Environ 120 000 m² de surface de plancher
- 2 500 postes de travail
- 88 salles d'audience
- 200 cellules pour prévenus et détenus
- 1 744 panneaux photovoltaïques installés

Mis en service en 2018

Architectes

RPBW Architects
Renzo Piano Building Workshop

Constructeur

Bouygues Bâtiment Île-de-France

Le nouveau tribunal de Paris est composé de trois entités : le socle qui rassemble les espaces publics, l'immeuble de grande hauteur qui accueille des bureaux et le « bastion » dédié à l'activité pénale. Les façades entièrement vitrées traduisent un message de transparence. Du haut de ses 160 mètres, il contribue à maintenir l'expression solennelle de la fonction judiciaire. Une succession de panneaux bordent les façades, créant un dynamisme accentué par la lumière qui les reflète.

Palais de Justice de Pointe-à-Pitre

Chiffres clés

- Près de 5 900 m² de surface de plancher
- 3 salles d'audience publique
- 4 salles d'audience de cabinet

Mis en service en 2018

Architecte

BP Architecture

Constructeurs

Groupement d'entreprises
Bouygues Bâtiment Outre-Mer
Bouygues Bâtiment Centre Ouest
et NOFRAG

Situé en cœur de ville, le projet prend le parti d'une justice qui ne cherche pas à intimider. Une teinte qui s'accorde avec les ocres et la Terre de Sienne, un matériau qui ne s'altère pas avec le temps et l'atmosphère saline, a été privilégié. Le palais de Justice historique, conçu quant à lui par l'architecte Ali Georges Tur en 1934, accueillera au terme des travaux de rénovation un site dédié au traitement des affaires civiles.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

BÂTISSEUR

Palais de Justice d'Aix-en-Provence

Chiffres clés

- Plus de 9 100 m² de surface de plancher
- Environ 220 postes de travail
- 6 salles d'audience publique
- 12 salles d'audience de cabinet

Mis en service en 2021

Architecte

Atelier Marc Barani

Constructeur

Mandataire
Fayat Bâtiment

Version contemporaine du temple grec, le nouveau palais de Justice s'inscrit harmonieusement dans son environnement urbain. Il cultive un contraste fort entre les salles d'audience, abritées dans des monolithes de béton colorés qui marquent la solennité des débats, et des espaces tertiaires logés dans les niveaux supérieurs au sein d'un grand volume translucide, symbolisant l'ouverture et la transparence de l'institution.

Palais de Justice de Strasbourg

Chiffres clés

- Environ 13 600 m² de surface de plancher
- Environ 290 postes de travail
- 8 salles d'audience publique
- 13 salles d'audience de cabinet

Mis en service en 2017

Architectes

Conception initiale (1898)
Skjold Neckelmann

Réhabilitation-construction (2017)
Garcès – De Seta – Bonet

Constructeur

Groupement Eiffage Construction

La réflexion architecturale s'est fondée sur trois orientations. D'abord la récupération des quatre façades du palais originel. Ensuite, la résolution fonctionnelle de l'ancien bâtiment moyennant l'introduction d'un nouveau corps intérieur dans l'ancienne cour. Enfin, le remplacement du mur qui fermait la salle des pas perdus par une façade vitrée. La formation d'une nouvelle cour permet à la lumière de pénétrer dans la salle des pas perdus qui perd son caractère austère.